

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/GBT/W/1/Add.29

11 février 1997

(97-0523)

Groupe des télécommunications de base

Original: anglais

COMMUNICATION DU JAPON

Projet d'offre sur les télécommunications de base

Révision

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe des télécommunications de base à la demande du Japon.

1. Le Japon présente ci-après une révision de son projet d'offre révisé communiqué au Groupe de négociation sur les télécommunications de base le 30 avril 1996 (S/NGBT/W/12/Add.2/Rev.3).
2. La présente révision consiste en la modification de la note de bas de page relative à l'interconnexion afin d'en limiter le champ d'application. Elle comprend aussi la suppression de la disposition concernant la disponibilité des fréquences conformément à la note du Président du 3 février 1997 sur les limitations concernant l'accès aux marchés qui ont trait à la disponibilité du spectre (S/NGBT/W/3). Le Japon se réserve le droit de rétablir cette limitation, selon que le statut de la note du Président est modifié ou non et que les autres participants s'abstiennent également ou non d'inscrire cette limitation dans leurs offres.
3. En outre, s'agissant des services de revente simple au plan international, le Japon est disposé à lever la réserve qu'il applique, à condition que les autres membres s'engagent à supprimer le régime d'examen *ex ante* réciproques et à ne pas établir *de facto* d'obstacles à l'entrée sur le marché qui soient de même nature, ou à accepter les résultats des négociations sans formuler de réserves à ce sujet.
4. La présente offre, y compris la suppression des restrictions concernant la participation étrangère au capital des entreprises de télécommunication, est conditionnelle et formulée sous réserve que les principaux partenaires dans les négociations s'engagent à prendre des mesures en vue d'une plus grande libéralisation, notamment avec la suppression des restrictions concernant la participation étrangère au capital, l'établissement de cadres permettant une concurrence effective et loyale et la garantie de réglementations transparentes.
5. En raison des incertitudes d'ordre juridique et technique touchant certaines questions réglementaires, qui doivent encore être examinées plus avant, des éléments pourront être ajoutés à la liste.
6. Le Japon se réserve le droit de modifier ou de retirer tout ou partie de ses engagements et d'établir une liste d'exemptions de l'obligation NPF. Il espère néanmoins que les autres Membres prendront eux aussi des engagements substantiels sur une base NPF.

JAPON - QUATRIEME PROJET D'OFFRE REVISE

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
2. SERVICES DE COMMUNICATION			
C. <u>Services de télécommunication</u>	1), 2) La fourniture de services de revente simple au plan international effectuée de façon à contourner le système des taxes de répartition internationales est soumise à restrictions	1) Néant	Le Japon contracte les obligations définies dans le document de référence ci-joint
Services de télécommunications de base fournis par des entreprises de télécommunication du type I ou du type II: (CPC des Nations Unies)	3) La participation étrangère, directe et/ou indirecte, au capital des sociétés NTT et KDD doit être inférieure à un cinquième	2) Néant	
a) Services de téléphone (CPC 7521)		3) Les membres du conseil d'administration et les vérificateurs des comptes des sociétés NTT et KDD doivent avoir la nationalité japonaise	
b) Services de transmission de données avec commutation par paquets (CPC 7523**)		Comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
c) Services de transmission de données avec commutation de circuits (CPC 7523**)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
d) Services de télex (CPC 7523**)			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>f) Services de télécopie (CPC 7521**, 7529**)</p> <p>g) Services de circuits loués privés (CPC 7522**, 7523**)</p> <p>o) Autres</p> <p>Les entreprises de télécommunication du type I sont les entreprises qui fournissent des services de télécommunication en mettant en place des circuits de télécommunication</p> <p>Les entreprises de télécommunication du type II sont toutes les entreprises de télécommunication qui ne sont pas du type I</p> <p>Les circuits de télécommunication sont les équipements de transmission reliant les points d'émission aux points de réception, les dispositifs de commutation qui en sont inséparables et les autres équipements accessoires</p>			

DOCUMENT DE REFERENCE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunications de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunications de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer¹

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

¹Le point 2.2 ne s'applique qu'à un fournisseur principal qui contrôle des installations essentielles.

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunications de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.